



INTERSYNDICALE DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC D'OCCITANIE

LES CORRECTIONS DU BACCALAURÉAT STAV PERTURBÉES À MONTAUBAN !

LE MINISTRE DOIT ENTENDRE LA COLÈRE DES PERSONNELS !

Lundi 17 juin 2019, à l'appel d'une large intersyndicale des personnels de l'enseignement agricole, privé et public, des personnels venus des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, ont décidé de se rassembler à 12h30 devant le centre de correction des écrits du baccalauréat « sciences et technologies de l'agronomie et du vivant », le lycée agricole public de Montauban-Capou.

Après l'expulsion des manifestant·es du bâtiment où étaient réunis les jurys, suivie d'un gazage totalement injustifié, en début d'après-midi, de nombreuses et nombreux membres du jury, ont décidé de s'engager, certain·es dans le mouvement de grève, d'autres dans une action de rétention des notes. Elles et ils ont été choqué·es à la fois par leur enfermement à clé, sur décision du directeur de l'établissement, dans les salles de correction avant et pendant l'expulsion, par la violence policière disproportionnée à l'encontre des manifestant·es et par le fait qu'elles et eux-mêmes ont été victimes des gaz lacrymogènes.

Le mardi 18, les membres du jury ont eu la mauvaise surprise de trouver des policiers à l'entrée du bâtiment et de devoir présenter convocation et pièce d'identité. Travailler sous contrôle (ou protection...mais contre qui ?) policier, dans un établissement d'enseignement, alors que des élèves étaient encore présent·es ! Certain·es membres du jury ont alors décidé d'user de leur droit de grève. Vers midi, des personnels mobilisés de l'éducation nationale, de La Poste et de l'hôpital de Montauban sont venus manifester leur indignation face à la répression brutale de la veille et au contrôle policier du centre de correction. Symboliquement, ils avaient apporté des oranges aux « retenu.es » de Capou !

Le mercredi 19, dernier jour prévu pour la correction, les personnels qui avaient décidé de s'engager dans la rétention ont subi d'énormes pressions et intimidations, à la limite, souvent dépassée, du respect des droits et de la dignité. Malgré tout, certain·es ont décidé de ne pas céder à ces pressions et de remettre à un huissier, qui les a mises sous scellés, les notes des dernières copies corrigées. Dans l'après-midi, la Présidente du jury décidait d'annuler les délibérations prévues le jeudi 20. Les résultats du bac STAV ne pourront sans doute pas être publiés en temps et heure vendredi et les épreuves orales de rattrapage seront peut-être reportées. Le Ministre Guillaume en porte l'entière responsabilité ! Le directeur général, qu'il avait mandaté, n'a apporté aucune réponse satisfaisante à l'intersyndicale lors d'une entrevue le mardi 18.

Nous exigeons :

- l'arrêt de la répression des manifestations légitimes des personnels ;
- des excuses publiques suite au gazage des manifestant·es, à l'enfermement à clé des correcteurs·trices dans les salles de correction et aux menaces à l'encontre des enseignant·es engagé·es dans la rétention ;
- un engagement du ministre dans une véritable négociation dans le sens de la satisfaction des revendications présentées par l'intersyndicale.